

une zone libre d'armes nucléaires. Bien sur, le conseil municipal de Toronto et de bien d'autres villes ont adopté, il y a quelques années, une motion semblable, ce qui ne permet pas en soi d'atteindre le but visé. De telles motions rappellent que bien des gens sont fermement convaincus que la paix ou la liberté ne s'obtient pas par la terreur mutuelle que s'inspirent les grandes puissances ou les pays frontaliers. Lorsque nous convenons qu'une menace précise pèse sur nous, nous devons faire le nécessaire pour la neutraliser comme nous l'avons pendant la Seconde Guerre mondiale. Cessons d'empiler indéfiniment les armements en croyant stupidement que nous réussirons, en quelque sorte, à terroriser le monde entier au point de le plier à tous nos caprices, comme le souhaite le président Reagan. C'est de la démence de croire que les pays devraient tous chambarder leur gouvernement respectif pour plaire au président des États-Unis. Qu'une telle personne soit le chef du plus grand pays du monde ne laisse pas d'inquiéter. Le Canada doit se dissocier de pareille folie. Il pourrait commencer en déclarant qu'il n'y aura ni base militaire de l'OTAN ni vols à basse altitude à Goose Bay.

**M. le vice-président:** Y a-t-il des questions ou des commentaires? Le député de Kootenay-Ouest (M. Brisco) a la parole.

**M. Brisco:** Monsieur le Président, j'ai écouté une partie du discours du député. Je ne sais pas où il a pris l'idée que les avions volant à basse altitude polluent les eaux intérieures du littoral du Labrador. Pourrait-il nous citer des cas précis ou nous indiquer des documents qui le confirment? Pourrait-il nous dire s'il connaît très bien la migration des caribous dans cette région ou s'il n'y connaît rien du tout?

• (1600)

**M. Heap:** Monsieur le Président, j'ai lu les déclarations de personnes résidant dans cette région et de représentants de l'Église unie et de l'Église anglicane postés dans cette région. J'ai lu les déclarations de spécialistes des sciences sociales qui sont allés étudier sur place la situation que j'ai décrite. De nombreux rapports et témoignages personnels confirment ce que je vous ai décrit. Si le député veut vraiment les avoir, je me ferai un plaisir de lui en donner des copies.

La première autorité que j'ai entendue parler de la migration des caribous a été le président du Tapararat Inuit qui s'adressait au comité des affaires extérieures et de la défense nationale il y a un an à Yellowknife. C'est lui qui a annoncé que les avions qui survolent négligemment la région à basse altitude risquent de provoquer la destruction des hordes de caribous. Personnellement, je ne suis pas encore allé dans le Nord, mais je suis tout à fait prêt à communiquer le nom et l'adresse du président de l'organisation inuit au député s'il veut vraiment aller voir là-bas si cet homme dit la vérité sur la région du pays qu'il représente.

**M. Friesen:** Monsieur le Président, l'autre soir, la chaîne anglaise de Radio-Canada a présenté un reportage sur ce problème au Labrador dans son émission *The Journal*. D'après ce reportage, étant donné l'ampleur du territoire et sa population, on peut s'attendre en moyenne au survol d'une zone peuplée

une fois par mois environ. Le député peut-il me dire comment un passage d'avion par mois risque d'endommager l'écologie ou de nuire à la population?

**M. Heap:** Monsieur le Président, je pense que le député a dit que l'équilibre écologique n'était pas encore détruit. C'est exact. Ce que l'on veut, c'est arrêter les choses avant que les dégâts ne s'aggravent. Tous les vols devraient cesser tant qu'une étude approfondie de l'environnement n'aura pas été faite. Telle est la principale demande des personnes qui vivent là, de notre comité parlementaire et, je crois, du gouvernement du Québec.

Même si certaines régions ne sont survolées qu'une fois par mois, le fait est que ces gens ne peuvent pas vivre comme ils ont choisi de le faire pendant des siècles sans savoir quand ces pilotes ne viendront pas leur assourdir les tympans. Cela les dérange énormément et les empêche de gagner leur vie normalement. Il semble déjà que la faune des régions survolées soit en régression.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je voudrais féliciter mon collègue de cet excellent discours. J'espère que d'autres députés sauront avoir la sincérité et les recherches dont il témoigne.

J'aimerais poser au député une question concernant la militarisation dont il a parlé. Si notre pays veut lutter contre la militarisation qui fait peur à tellement de gens, pas seulement au Canada, mais dans toute l'Amérique du Nord et dans le monde entier, quelles seraient les mesures à prendre? A quel genre de manifestation publique le député, qui s'intéresse de très près à ces questions, a-t-il assisté l'année dernière au Canada? Quel genre d'action recommande-t-il aux députés et aux Canadiens qui s'inquiètent de cette militarisation?

**M. Heap:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question même si je ne pourrai pas vraiment y répondre en quatre minutes. Je mentionnerai trois moyens d'action sans essayer de les examiner tous.

Samedi, de Vancouver à St. John's, nombre d'entre nous participerons à une marche pour réclamer la fin de la course aux armements nucléaires. C'est un vieux sujet. Dans bien des cas nous manifestions déjà il y a 40 ans. Nous n'avons pas encore atteint notre objectif mais, pourtant, beaucoup de gens de différents horizons politiques sont d'avis que nous devons mettre un terme à la course aux armements.

Deuxièmement, j'estime que nous devrions chercher des moyens de renforcer notre économie et d'assurer de nouveau la croissance des entreprises qui fabriquent des biens à usage pacifique. Je n'ai pas honte de mentionner le vêtement, l'une des plus importantes industries de ma circonscription de Spadina. Nous devons faire cela pour ne pas dépendre de l'exportation d'armes pour une large part de nos revenus et pour ne pas participer à la fourniture d'armes à des pays qui, directement ou indirectement, les utiliseront pour étouffer les droits de la personne, comme c'est le cas en Amérique Latine, en Afrique et dans les îles du Pacifique occidental.